

Communiqués

Tous les communiqués

Communiqués par sujet

Communiqués par  
ministère

Services aux collectivités

Développement

économique

Éducation

Énergie, Mines et

Ressources

Environnement

Conseil exécutif

Finances

Direction des services en  
français

Santé et Affaires sociales

Voirie et Travaux publics

Justice

Commission de la fonction  
publique

Tourisme et Culture

Direction de la condition  
féminine

Communiqués par société  
d'État

Société de développement  
du Yukon

Société d'énergie du Yukon



Société d'habitation du  
Yukon

Société des alcools du  
Yukon

Commission de la santé et  
de la sécurité au travail du  
Yukon



Communiqués conjoints

Nouvelles du premier  
ministre

Communiqués par date

Communiqués 2017

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Juillet

Août

Septembre

Octobre

Novembre

Décembre

Nouvelles archivées



**Communiqué**

Pour diffusion immédiate    numéro 09-269

Le 20 novembre 2009

**Nouvelle loi permettant l'ouverture des dossiers d'adoption non visés par une interdiction**

WHITEHORSE – La nouvelle Loi sur les services à l'enfance et à la famille sera en vigueur à compter du 30 avril 2010 et elle comportera des changements importants quant à la façon dont le ministère de la Santé et des Affaires sociales répond aux demandes de renseignements relatifs à l'adoption.

« Ces nouvelles mesures législatives progressistes signifient qu'il y aura des modifications substantielles à la manière dont le ministère met en œuvre ses programmes auprès des familles et des enfants », a dit M. Hart. « Ces changements sont le reflet des rétroactions et des commentaires que nous avons reçus de la part de divers intervenants au cours des six dernières années. »

La nouvelle Loi permet une plus grande transparence au sujet des dossiers d'adoption, ce qui facilite la recherche pour les parents biologiques et les personnes adoptées qui veulent se réunifier. Cependant, dans les cas où des personnes ne désirent pas qu'on prenne contact avec elles, les parents biologiques et les enfants qui ont déjà participé à un processus d'adoption par le passé peuvent préserver la confidentialité du dossier en déposant une déclaration d'interdiction de communiquer.

« En ce qui a trait aux adoptions qui ont eu lieu au moment où la Loi précédente était en vigueur, les personnes désireuses de préserver la confidentialité du dossier doivent déposer une opposition à la divulgation ou une déclaration d'interdiction de communiquer, afin d'empêcher que des renseignements personnels ne soient divulgués par l'intermédiaire de l'enregistrement de naissance ou de l'ordonnance d'adoption », a dit M. Hart.

Les personnes qui souhaitent déposer une opposition à la divulgation ou une déclaration d'interdiction de communiquer ont jusqu'au 29 avril 2010 pour le faire. Après cette date, les parents biologiques et les personnes adoptées, âgées de 19 ans ou plus, auront accès à leurs renseignements personnels.

« Cette section de la nouvelle loi est progressiste et actualisée; elle se situe au niveau des pratiques exemplaires instaurées dans certaines administrations au Canada », a ajouté M. Hart.

Nous informerons les parents biologiques et les personnes adoptées des choix qui s'offrent à eux en menant une campagne publicitaire à l'échelle nationale et en prenant contact avec les agences d'adoption de partout au pays.

-30-

Renseignements:

Emily Younker  
Communications  
Conseil des ministres  
867-633-7961  
[emily.younker@gov.yk.ca](mailto:emily.younker@gov.yk.ca)

Pat Living  
Communications  
Santé et Affaires sociales  
867-667-3673  
[patricia.living@gov.yk.ca](mailto:patricia.living@gov.yk.ca)

<%img\_newsarticle%>

